permanentes et rapides grâce au rapatriement librement consenti et, le cas échéant, à l'aide à la réadaptation et grâce à l'intégration dans des pays d'asile ou à la réinstallation dans d'autres pays;

5. *Prie instamment* les gouvernements d'intensifier leur appui à l'œuvre humanitaire du Haut Commissaire en :

a) Facilitant l'accomplissement de ses tâches dans le domaine de la protection internationale;

b) Coopérant à la recherche de solutions permanentes aux problèmes auxquels le Haut Commissariat doit faire face;

c) Fournissant les moyens financiers nécessaires pour atteindre les objectifs de ses programmes.

2311^e séance plénière
10 décembre 1974

B

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 1166 (XII) du 26 novembre 1957 et 2956 B (XXVII) du 12 décembre 1972, relatives au Fonds extraordinaire du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés,

Prenant note de la recommandation du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire qui figure à l'alinéa k du paragraphe 80 de l'additif au rapport du Haut Commissaire⁴⁹,

Autorise le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés à effectuer des prélèvements sur le Fonds extraordinaire conformément aux directives générales du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire, à concurrence de 2 millions de dollars par an, pour faire face à des situations d'urgence, étant entendu que comme auparavant le montant prélevé pour une seule situation d'urgence ne devra pas dépasser 500 000 dollars pendant une même année.

2311^e séance plénière
10 décembre 1974

3272 (XXIX). Elaboration d'un projet de convention sur l'asile territorial

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sur la question de l'asile territorial⁵⁰,

Réaffirmant l'importance qu'elle attache à la protection internationale des réfugiés comme étant l'une des principales fonctions du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés,

Notant l'opinion du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire⁵¹ selon laquelle une conférence de plénipotentiaires sur l'asile territorial devrait être convoquée dès que possible,

Notant en outre que le Comité exécutif a recommandé⁵¹ que la conférence soit précédée par la réunion d'un groupe d'experts gouvernementaux pour étudier le texte actuel du projet de convention sur l'asile territorial⁵²,

1. *Décide* d'examiner à sa trentième session la question de la convocation d'une conférence de plénipotentiaires sur l'asile territorial;

2. *Décide en outre* de créer un Groupe d'experts pour le projet de convention sur l'asile territorial, composé de représentants de vingt-sept Etats au plus qui seront désignés par le Président de l'Assemblée générale, après consultation des différents groupes régionaux, sur la base d'une répartition géographique équitable;

3. *Prie* le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, de convoquer le Groupe d'experts, en mai 1975 au plus tard et pour un maximum de dix jours ouvrables, afin d'étudier le texte actuel du projet de convention sur l'asile territorial;

4. *Décide* que le coût de la réunion du Groupe d'experts sera imputé aux fonds bénévoles qui sont à la disposition du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés;

5. *Demande* que le rapport du Groupe d'experts soit présenté à l'Assemblée générale lors de sa trentième session et prie le Secrétaire général de proposer une date pour la réunion d'une conférence de cette nature ainsi qu'une évaluation des incidences financières qu'elle entraînerait.

2311^e séance plénière
10 décembre 1974

3273 (XXIX). Expérience des pays quant à la réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social

L'Assemblée générale,

Prenant note des résolutions 1581 A (L) et 1667 (LII) du Conseil économique et social, en date des 21 mai 1971 et 1^{er} juin 1972, dans lesquelles celui-ci a reconnu qu'il est très important d'apporter aux structures sociales et économiques des pays des modifications fondamentales appropriées pour réaliser le progrès et le développement dans le domaine social et, à cette fin, a estimé qu'il serait opportun d'étudier l'expérience acquise par les divers pays du monde dans ce domaine,

Ayant présente à l'esprit la résolution 1746 (LIV) du Conseil économique et social, en date du 16 mai 1973, dans laquelle celui-ci a fait observer que le renforcement de l'indépendance nationale et la réalisation des objectifs ultimes du progrès social dépendent essentiellement de transformations internes fondamentales d'ordre social, visant à renforcer l'indépendance nationale, à démocratiser la société et à améliorer les structures sociales et économiques, ainsi que de la réaffirmation du principe de l'inadmissibilité de l'ingérence extérieure sous quelque forme que ce soit, y compris l'ingérence de sociétés transnationales,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général⁵³ établi sur la base des réponses des gouvernements à son questionnaire sur l'expérience des pays quant à leur réalisation de transformations sociales et économiques de grande portée aux fins du progrès social,

Convaincue que la coexistence pacifique et la coopération amicale entre les Etats contribueraient à créer les conditions nécessaires pour le progrès économique et social,

⁵³ E/CN.5/478 et Add.1 à 4.

⁴⁹ *Ibid.*, Supplément n° 12 A (A/9612/Add.1).

⁵⁰ *Ibid.*, Supplément n° 12 C (A/9612/Add.3).

⁵¹ *Ibid.*, Supplément n° 12 A (A/9612/Add.1), par. 52, f.

⁵² *Ibid.*, Supplément n° 12 C (A/9612/Add.3), annexe.